

améliorées avec l'utilisation de harpon en bois, etc.). Ainsi, sur les 71 communautés de pêcheurs des îles, 62 sont désormais structurées pour défendre leurs intérêts (financement, aménagement, protection sociale) notamment face à l'administration.

Les *Chambres de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (CCIA) insulaires et leur union nationale (UCCIA)* se sont récemment engagées dans une approche d'animation commerciale territoriale décentralisée, au niveau régional (des îles) et locale (préfectures /villages) pour rapprocher leur offre de service de formation-accompagnement vers la structuration - détection de potentiels économiques au plus près des opérateurs privés et groupements de producteurs- incluant des activités d'incubation d'entreprise, d'interface durable avec les producteurs locaux et de mobilisation de la diaspora.

Les *Chambres d'Agriculture et de la Pêche*, récemment créées (initialement incluses au sein de UCCIA), manquent de moyens mais leurs élus sont des professionnels, avec des visions opérationnelles pertinentes.

Les nombreux **acteurs institutionnels étatiques** verts et bleus – pour la plupart regroupés au sein du *Ministère en charge de l'agriculture, pêche, environnement, tourisme et artisanat* - disposent de technicité -plan stratégiques sectoriels - mais souffrent de : (i) approches insuffisamment intégrées, (ii) manque d'informations statistiques, (iii) ancrage territorial insuffisant. Nombres d'études et diagnostics ne sont ni diffusés, capitalisés ou approfondis, en particulier sur les aménagements de bassins versants (ABV)<sup>16</sup> qui impliquent transversalement plusieurs directions (agriculture -élevage-environnement -forêt-eau -sécurité civile ) ainsi que les Institutions nationales de recherche (INRAPE –faculté des sciences de l'Université des Comores)<sup>17</sup> et agence de préservation de l'environnement (ANAP –Aires protégées et AGND- déchets). Les acteurs institutionnels de terrain délocalisés au sein des CRDE (Centres régionaux de développement économiques) peinent à fonctionner, capitaliser sur les renforcements de capacités et fournir un service de conseil-appui –formation durable aux groupements et opérateurs alentours.

Les bases de l'économie bleue ont été posées à partir de 2017 par un Cadre stratégique, puis un Comité national de l'économie bleue (2019), positionné au niveau du *Ministère des Affaires étrangères* pour sa promotion. Il assure le lien pour la mise en œuvre du plan d'action régional pour l'économie bleue de la Commission de l'océan Indien (2021) notamment pour la lutte contre la pollution plastique, le développement de l'économie circulaire, la lutte contre les changements climatiques, et des appuis sectoriels à la pêche et au développement de l'aquaculture.

L'*Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP)* gère les six aires protégées terrestres et marines des Comores (462 km<sup>2</sup> de terre, soit 25% du territoire national et 548 km<sup>2</sup> de mer, soit 6% de la ZEE). Le Parc National de Mohéli est le plus ancien (2001) et les décrets ratifiant la création des 5 nouveaux parcs nationaux ont été signés par le président en mai 2022 (3 en Grande-Comore et 2 à Anjouan). L'ANAP a développé des plans d'aménagement et gestion des aires protégées. Néanmoins, son autorité, peu outillée de gardes, se heurte au manque d'acceptation sociale des délimitations des aires protégées par la population riveraine, qui voit ses zones et habitudes de production et pêche restreintes sans contrepartie économique, alors que l'(éco)tourisme est encore embryonnaire. En dehors de ses missions normatives et de contrôle, l'ANAP se doit donc accompagner les communautés vers des pratiques d'exploitation des ressources naturelles plus durables mais également génératrices de revenus. Des partenariats précurseurs ont été noués avec des ONG nationales (DAHARI) mais les capacités opérationnelles de l'ANAP restent à renforcer, malgré les appuis historiques et en cours de fonds bailleurs (AFD –GEF).

L'*Agence nationale des Déchets (AND)* – récemment créée, n'est pas encore dotée des ressources humaines suffisantes et compétentes, ni d'outils légaux, stratégiques et financiers soutenant l'ambition récemment réaffirmée pour le gouvernement de solutionner la gestion des déchets au niveau national.

A Moroni, *La Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC)* dispose d'une base de données des risques de catastrophes avec des antennes à Anjouan et Mohéli. Ces données et cartographies ont besoin d'être complétées, notamment sur les zones d'inondation liées aux bassins versants et en lien avec l'élaboration des schémas d'aménagement du territoire, outils indispensables à un développement local territorial intégré.

Pour ces acteurs institutionnels, les points focaux genre seront associés aux activités afin d'adresser aussi les questions relatives à l'égalité des sexes dans l'économie verte et bleue.

Les principaux **partenaires techniques et financiers (PTF)** intervenant aux Comores avec lesquels l'action va interagir sont :

<sup>16</sup> L'ABV, au sens large du terme, inclut un large éventail de domaines et problématiques, dont l'économie verte, la déforestation, la dégradation du cycle de l'eau, l'érosion, la revégétalisation, la maîtrise et la mobilisation des eaux pluviales ruisselées et la recharge des nappes.